

MIRACLE ASIATIQUE ET DÉBÂCLE AFRICAINE : QUI DOIT-ON BLÂMER ?

« La plupart des économistes intéressés aux questions de développement étaient, au début des années 1960, optimistes au sujet de l'Afrique et pessimistes au sujet de l'Asie du Sud-Est »¹

Alain NZADI-a-NZADI, S.J.,
Chercheur en littératures francophones.
Directeur du CEPAS et Rédacteur en Chef de *Congo-Afrique*.
nzadialain@gmail.com

De nombreux visiteurs de certains pays d'Asie du Sud-Est (Brunéi, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande...) et d'autres d'Asie de l'Est comme la Chine, la Corée du Sud ou Taïwan, sont émerveillés par le niveau de développement qu'ils ont atteint en à peine quelques décennies.

En effet, il y a un peu plus de cinq décennies, certains pays d'Asie du Sud-Est et de l'Est avaient le même niveau de développement (et peut-être même inférieur !) que de nombreux pays africains², comme l'atteste Mukoko Samba : « La plupart des économistes intéressés aux questions de développement étaient, au début des années 1960, optimistes au sujet de l'Afrique et pessimistes au sujet de l'Asie du Sud-Est »³.

Mais, soixante ans plus tard, les positions par rapport au niveau de développement se sont complètement inversées. Les pays africains qui, hier, donnaient l'impression de rivaliser avec ces géants d'Asie d'aujourd'hui, semblent avoir été débarqués du train du développement, malgré leur potentiel en ressources naturelles absolument impressionnant. Une question se pose : comment comprendre une telle déconvenue ?

La présente réflexion est une tentative de réponse à cette question déconcertante. Je vais donc tour à

1. Daniel MUKOKO SAMBA, *Guérir le Congo du mal zaïrois*, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2024, p. 27.
2. C'est le cas, par exemple, de la Corée du Sud qui avait à peu près le même niveau de développement que le Zaïre de Mobutu dans les années soixante...
3. Daniel MUKOKO SAMBA, *Guérir le Congo du mal zaïrois*, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2024, p. 27.

tour (1) comparer le « miracle asiatique » avec la « débâcle africaine » et (2) proposer des voies de sortie pour rectifier le tir.

(1) Deux trajectoires opposées : « miracle asiatique » et « débâcle africaine »

Certaines destinations les plus prisées par les Africains, à commencer par leurs dirigeants politiques, sont situées au Moyen-Orient (Dubai, ...) et en Asie du Sud-Est et de l'Est (Shanghai, Pékin, Singapour, Séoul...). L'on s'émerveille devant la magie architecturale qui s'y déploie, la technologie de pointe qui éblouit les yeux, les paysages à couper le souffle que l'intelligence de l'homme a peaufinés, les infrastructures routières et ferroviaires futuristes, etc.

Plus de cinquante ans après les indépendances africaines, l'on est en droit de s'interroger sur les raisons profondes de la débâcle africaine face aux géants asiatiques d'aujourd'hui. Comment expliquer ces trajectoires diamétralement opposées en matière de développement ?

Une analyse sérieuse des économies asiatiques permet de révéler ce qui fonde leurs progrès, malgré le contexte économique mondial plein d'embûches et de défis à relever. En effet, sans me lancer dans une étude détaillée des facteurs qui expliquent les trajectoires opposées de ces deux blocs, je me contente ici de commenter brièvement certains éléments de comparaison.

Sur le plan historique et institutionnel, par exemple, l'on remarque que ces pays asiatiques ont réussi à briser le plafond de verre en s'attaquant intelligemment aux conséquences néfastes de la colonisation et aux tares de leur propre héritage socioculturel qui pouvaient ralentir leur élan vers le développement. Pour réussir leur pari, ils ont non seulement investi largement dans une éducation de qualité et adaptée aux réalités de leur région à transformer, mais aussi développé un bloc régional (ASEAN) capable de fédérer les efforts de développement en facilitant l'intégration des chaînes de valeur et la mise en place de plusieurs accords commerciaux. En revanche, l'Afrique subsaharienne peine à s'affranchir de son passé colonial pour apprendre à voler de ses propres ailes. Par ailleurs, les investissements dans des domaines-clés comme l'éducation et les infrastructures ont été timides dans beaucoup de pays, sans évoquer l'inadéquation des programmes éducatifs par rapport aux réalités locales et régionales à transformer et à la donne internationale par rapport à laquelle il faut se positionner. Enfin, les différents blocs régionaux existants en Afrique peinent à matérialiser les idéaux véhiculés par leurs textes fondateurs, ce qui ralentit la mise en place des accords commerciaux qui auraient pu servir de catalyseurs de développement.

Sur le plan de la gestion macroéconomique et des politiques publiques, l'on note encore des trajectoires opposées empruntées par ces deux blocs en comparaison. En effet, là où l'on constate, par exemple, l'existence de politiques budgétaires disciplinées depuis de nombreuses décennies en

Asie, l'Afrique s'est, a contrario, distinguée par une délinquance coupable en matière de politiques budgétaires. Il faut surtout souligner ici la forte dépendance de la plupart des économies africaines aux matières premières dont les cycles des prix internationaux affectent inexorablement les recettes publiques. Un autre point de comparaison est le développement, chez les Asiatiques, des industries manufacturières et des services à haute valeur ajoutée ; là où les pays africains se contentent, par exemple, d'exporter des matières premières brutes, privant à leurs citoyens de nombreuses opportunités d'emplois que génèrent les industries de transformation des matières premières.

Sur le plan de la gouvernance, les pays d'Asie ont encore une longueur d'avance. En effet, la plupart présentent une meilleure continuité politique et une sécurité juridique plus favorable pour les investisseurs, sans parler du bon environnement des affaires qui incite à investir chez eux. A l'opposé, la gouvernance est globalement pointée du doigt dans la plupart des pays africains. Certains analystes n'hésitent pas à qualifier l'Etat africain de « léonin » et les dirigeants politiques de « vautours »⁴. Albert Muluma et Séraphin Baharanyi proposent d'ailleurs, dans ce numéro, une excellente analyse qui montre que la démocratie telle que pratiquée en Afrique est en panne, étant donné qu'elle peine à sortir le continent de l'ornière.

En résumé, quand on compare les deux trajectoires opposées des deux blocs, on remarque que les Asiatiques ont non seulement pris conscience de leur retard en matière de développement, mais surtout employé les moyens les plus adéquats pour arriver à leur fin : politiques budgétaires ambitieuses, bonne gouvernance, développement industriel, organisation régionale efficace, etc. A l'inverse, l'on a l'impression que les Africains ont peut-être pris conscience de leur retard, mais ils ont adopté des moyens inadéquats pour matérialiser leur vœu de développement, à cause d'une gestion prédatrice de leurs Etats. Dans ces conditions, comment sortir de l'ornière ?

(2) Voies de sortie pour rattraper le retard en matière de développement

Je viens de démontrer comment les pays africains et ceux d'Asie du Sud-Est et de l'Est ont emprunté des trajectoires diamétralement opposées en matière de développement. Pendant que les pays d'Asie épatent par le niveau de développement qu'ils ont atteint en quelques décennies seulement, ceux d'Afrique étonnent par leur enlisement dans le sous-développement.

La première clé de sortie reste, il me semble, **la détermination à vouloir le développement**. J'estime que c'est cette détermination qui a poussé le bloc asiatique à adopter les moyens les plus efficaces pour arriver

4. MUTOY MUBIALA, « L'Etat léonin en Afrique », in Congo-Afrique n°524 (avril 2018), pp. 296-306.

rapidement à leur fin. Je ne parle pas de cette forme de détermination purement cosmétique ou du bout des lèvres que l'on constate chez la plupart des dirigeants politiques africains. Ceux-ci ne vont pas au-delà de leurs promesses. Ils veulent soi-disant atteindre le développement sans prendre les moyens les plus adéquats à même de matérialiser leur vœu. En d'autres termes, ils veulent à la fois une chose et son contraire ! Je parle ici de la détermination commune non seulement à vouloir le développement, mais surtout à le faire advenir en choisissant d'entreprendre des actions concrètes et éclairées qui aboutiront à la transformation de la situation socioéconomique des citoyens et du continent.

Une fois que cette détermination est acquise, la deuxième clé de sortie que je propose est **l'investissement massif dans le capital humain**, étant donné que celui-ci reste la matière première la plus importante d'un pays. Aussi faudra-t-il améliorer la qualité de l'éducation et son accès, construire les infrastructures de santé modernes et s'attaquer à l'épineux problème du chômage des jeunes. Justement, pour juguler le chômage des jeunes, l'État doit mettre en place les conditions (fiscalité et arsenal juridique incitatif) susceptibles de faciliter la création d'emplois. L'on pourrait ainsi davantage investir dans les infrastructures productives telles que les routes, la logistique, l'agro-industrie, etc.

Par ailleurs, la **bonne gouvernance** demeure également une autre recette essentielle à l'atteinte des objectifs de développement. Car, l'élite politique africaine ne peut pas prétendre sortir l'Afrique de l'ornière en continuant à pratiquer la « politique de vautours » qui transforme continuellement l'État en une mangeoire servant les intérêts des oligarques indébouillonnables. L'Afrique doit, certes, rattraper son retard en matière de développement. Mais elle ne pourra réaliser cet objectif qu'avec une élite politique qui comprend qu'elle a un rôle crucial à jouer, à travers une gouvernance exemplaire, à l'instar des économies asiatiques analysées ici. Une telle gouvernance devrait s'exprimer par la mise en place des politiques publiques allant dans le sens des actions ci-après : renforcement des institutions, transparence, redevabilité, lutte contre la corruption, réformes publiques axées sur les résultats (budget par programme, évaluations d'impact, audits externes), décentralisation, stabilité et sécurité.

On l'aura donc bien compris : si l'Afrique a emprunté une trajectoire opposée au développement par rapport au bloc asiatique analysé ici, la faute revient surtout à une élite politique qui n'a jamais réussi à prendre le taureau par les cornes pour matérialiser le rêve du développement en empruntant les moyens les plus adéquats pour cette fin. Il appartient donc à cette élite politique de rectifier le tir pour engager le continent sur la voie de la remontée. Et il n'existe pas de recettes magiques pour changer la donne ; il faut surtout, de la part de l'élite politique africaine, une volonté politique qui la poussera à renoncer aux ambitions égoïstes pour privilégier le développement du continent. A ce propos, le miracle asiatique est véritablement un cas d'école. ■